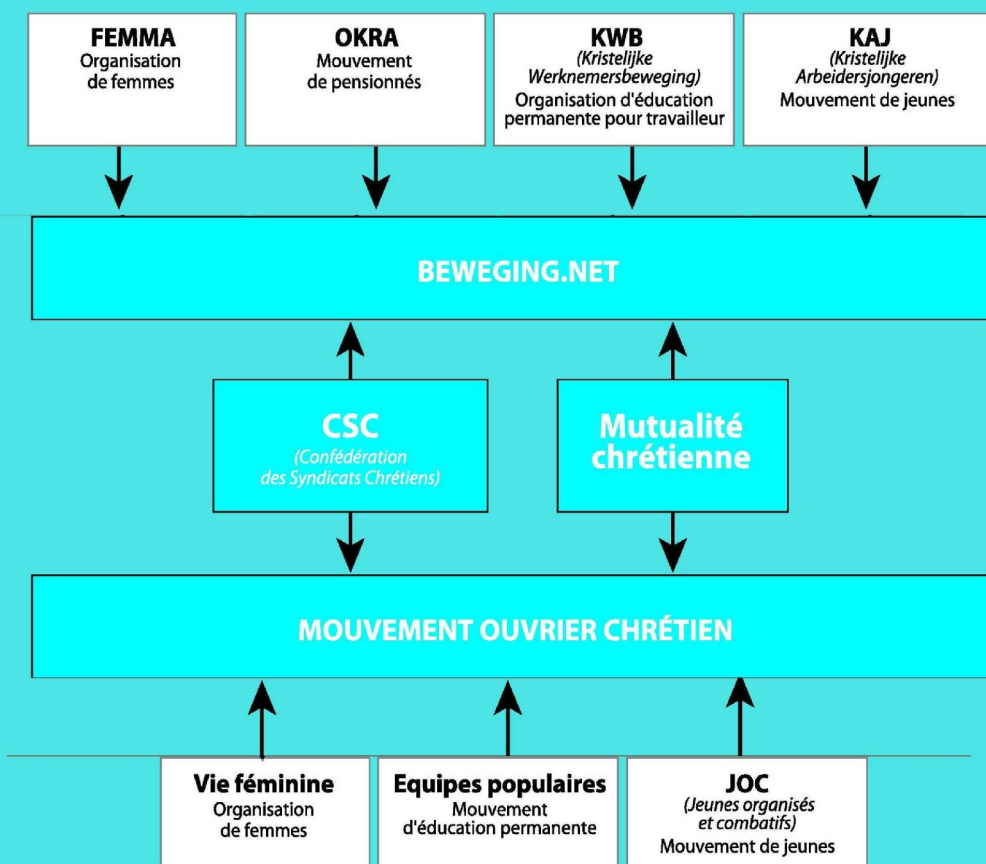


- Le message du Mouvement ouvrier chrétien et de ses diverses composantes est flou face au gouvernement fédéral et au CD&V.
- En Flandre essentiellement, il doit repenser son positionnement.
- “Beweging.net” (ex-ACW) reste quantitativement très présent au sein du CD&V, mais son influence politique est en nette perte de vitesse.

# Le coup de blues du pilier chrétien

## Structuration du mouvement ouvrier chrétien en Belgique



# Le triple défi du Mouvement ouvrier chrétien

**M**ais que veut le Mouvement ouvrier chrétien (ou "Beweging.net" en Flandre, ex-ACW)? Depuis la mise en place du gouvernement Michel, ses diverses composantes – syndicats et mutuelles pour les plus connues – hésitent entre contestation dure et concertation.

L'attitude de la CSC est illustrative. Un jour, elle fait descendre ses affiliés dans la rue pour manifester contre le gouvernement; le lendemain, elle conclut un accord interprofessionnel selon les canevas imposés par ce même gouvernement. Dans une même interview, la patronne francophone du syndicat chrétien, Marie-Hélène Ska, allume son homologue de la FGTB, Marc Goblet, mais jure vouloir maintenir un front commun fort et uni. Le tout, dans un contexte politique qui voit le CD&V en forte perte de vitesse.

"Le Mouvement ouvrier chrétien est dans un jeu compliqué qui rend son message difficile à décrypter", analyse Jean-Benoît Pilet, politologue à l'ULB. Il pointe trois niveaux de lecture: questionnement identitaire, stratégie de mise en œuvre du programme, et positionnement à l'approche des élections sociales.

**1 L'identité.** "Il faut différencier les situations au nord et au sud du pays", souligne d'emblée le professeur. L'enjeu se situe surtout en Flandre où le

mouvement, encore très puissant, "est en plein questionnement identitaire. Est-il une composante d'un monde chrétien dont le CD&V est le relais politique? Ou bien est-il un mouvement social qui peut avoir des partenariats avec des partis politiques, mais en restant distinct d'eux? Côté francophone, le choix a été posé" et le grand schisme d'avec le CDH (ex-PSC) opéré il y a longtemps. "Ces réflexions apparaissaient déjà dans les années 80, sous les gouvernements Martens/Gol. Mais la composante politique (CD&V, ex-CPV) restait très forte." Aujourd'hui, c'est nettement moins le cas, d'autant plus que l'ACW "a perdu en influence dans le CD&V". Le pronostic de M. Pilet? "Si on voit l'évolution générale de la société belge, je pense que, à terme – est-ce dans un, cinq, dix ou quinze ans? – on va vers 'une dépillarisation', une atténuation des liens organiques entre le Mouvement ouvrier chrétien et le CD&V."

**2 La stratégie.** Dans ce contexte, se pose la question de la stratégie à adopter dans l'immédiat. L'ACW obtiendra-t-elle "plus d'avancées en étant dans la rue ou bien en faisant jouer ses relais au CD&V?" Un peu par la force des choses, Jean-Benoît Pilet opte pour la première option, celle de la contestation – sans toutefois parler de rupture d'avec le parti chrétien-démocrate. "Être entendu à l'intérieur du gouvernement, c'est compliqué. Le CD&V, électoralement déforçé, n'obtient pas grand-

chose. Quand on voit le 'tax shift' (le glissement fiscal), on ne peut pas dire que ce

soit la contrepartie promise aux mesures d'austérité... La base du Mouvement ouvrier chrétien – dont une bonne partie vient du monde associatif du secteur non marchand et de l'enseignement – pousse à vouloir continuer le combat." En plus, les partenaires gouvernementaux du CD&V (N-VA et libéraux du MR et du VLD) "sont des partis qui n'apprécient pas et luttent même contre le système 'pilarié'. Ils veulent diminuer le poids des syndicats et des organisations issus de l'après-guerre et des années 60".

**3 Le positionnement.** Un élément central va compter dans les mois qui viennent: les élections sociales, prévues en mai 2016. Privilégier la carte de la contestation face au gouvernement Michel ne va pas de soi dans ce contexte électoral. Le syndicat CSC/ACV devra "marquer sa différence" face à la FGTB/ABVV. "Côté francophone, avoir une position un peu plus modérée peut fonctionner face à la posture contestataire de la FGTB où le PTB s'implante de plus en plus dans les centrales. Si c'est pour être dans la rue, dans la contestation dure, quelle est la différence d'avec la FGTB, alors que la CSC se présente habituellement comme une organisation responsable, qui privilégie la concertation à la confrontation?" Choix ô combien cornélien.

**Antoine Clevers**

# Toujours puissant, “le Mouvement” traverse une crise existentielle

**S**i l'on s'en tient aux chiffres, le Mouvement ouvrier chrétien détiendrait encore, au nord du pays, une influence politique considérable. Au CD&V, traditionnel parti frère, pas moins de 28 parlementaires sont explicitement adoubés par l'organisation: 14 députés régionaux, 13 députés fédéraux et 1 sénateur. Parmi eux, figurent des personnalités comme Servais Verherstraeten, Stefaan Vercamer ou Nahima Lanjri. Le bataillon a de l'allure. Il est même majoritaire parmi les 27 élus CD&V au Parlement flamand, et les 18 à la Chambre. C'était déjà le cas sous la législature précédente.

Rebaptisé “Beweging.net” en juin 2014, l'ancien “Algemeen Christelijk Werknemersverbond” (ACW) fait figure de parti dans le parti. Bien avant le changement de nom, ses responsables, tout comme ses détracteurs, avaient pris l'habitude de simplement l'appeler “de Beweging”, “le Mouvement”. Une référence évidente à la densité de ses ramifications dans la société flamande.

Celles-ci, du reste, ne se limitent pas aux enceintes parlementaires. Au gouvernement flamand, le Mouvement ouvrier chrétien réalise “un carton

plein”: les ministres CD&V – Hilde Crevits, Joke Schauvliege et Jo Vandeurzen – en sont tous les trois issus.

Il n'en va pas de même au fédéral, où ni le vice-Premier ministre Kris Peeters ni le ministre de la Justice Koen Geens n'appartiennent au “Mouvement”.

## Absents au fédéral

Les représentants de “Beweging.net” étaient déjà absents des pourparlers qui ont précédé la formation du gouvernement. Outre son président, Wouter Beke, le CD&V avait délégué Kris Peeters, Koen Geens et Pieter De Crem à la table des négociations. Pas un seul “ACW'er”, comme on désignait jusqu'il y a peu les mandataires appartenant à l'aile gauche du parti, au sein de ce quatuor.

## Le tournant “arc-en-ciel”

Les ex-ministres Inge Vervotte et Steven Vanackere, purs produits de l'ACW, ne figurent plus au premier plan depuis 2013. Quant à l'ancien Premier ministre et président du

CD&V, Yves Leterme, lui aussi proche du monde ouvrier chrétien, il a quitté la scène nationale en 2011.

En réalité, “le Mouvement” subit depuis quinze ans une sévère perte d'influence, même si elle ne se vérifie pas sur le plan quantitatif.

Le tournant remonte à l'avènement, en 1999, du gouvernement fédéral “arc-en-ciel”, rassemblant libéraux, socialistes et écologistes. Cette coalition inédite a privé, pendant huit ans, l'ACW de son relais politique habituel. Elle a aussi brouillé, pour longtemps, les repères de l'organisation.

Paradoxe: c'est un mandataire ACW, Yves Leterme, qui fut à l'origine du cartel entre le CD&V et la N-VA, le tremplin à partir duquel les nationalistes flamands ont bâti leur hégémonie, jusqu'à devenir le cauchemar du monde mutuelliste et syndical. “Nous n'avons pas oublié qu'en 2010, l'ACW a appelé à ne pas voter pour nous”, déclarait récemment le député N-VA Peter Dedeccker à l'hebdomadaire “Knack”.

**François Brabant**



## DÉPUTÉS “BEWEGING.NET”

L'aile gauche est majoritaire parmi les 18 élus CD&V à la Chambre.

## Côté francophone

### Le MOC ne compte plus sur le seul CDH

**Pluralisme.** Contrairement à son pendant flamand, Beweging.net, le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) ne dispose pas de mandataires politiques clairement identifiés comme tels. “Depuis 1973, nous n'avons plus de lien structurel avec

aucun parti, même si nous constatons des convergences avec le CDH, Ecolo et le PS”, précise son président, Christian Kunsch.

**Pilier.** Héritage historique, une proximité subsiste entre le MOC et le CDH. Jean Hermesse, secrétaire général des Mutualités chrétiennes, préside le Cepses, le centre d'étude du CDH. Alda Greoli, secrétaire nationale des Mutualités chrétiennes, est devenue en

août 2014 cheffe de cabinet adjointe de Maxime Prévot, vice-président du gouvernement wallon. Les deux derniers secrétaires généraux de la CSC, Josly Piette et Claude Rolin, ont également rejoint le CDH, l'un comme ministre de l'Emploi (en 2007-2008), l'autre comme député européen (depuis mai 2014).

**Exception.** Christiane Vienne, députée et ex-ministre PS, a été secrétaire fédérale du MOC.